



Programme « Action publique 2022 »

Pour accélérer la casse des services publics

Le gouvernement en la personne de son premier ministre Édouard Philippe vient de livrer sa feuille de route pour l'action publique, sobrement intitulée Action publique 2022. Comme pour la Loi Travail XXL, le discours est tout sauf nouveau et novateur.

Trois objectifs sont fixés : « améliorer la qualité des services publics » (merci de ne pas rigoler), « offrir aux agents publics un environnement de travail modernisé » (là aussi, difficile de retenir un ricanement) et « accompagner rapidement la baisse des dépenses publiques » (nous y voilà). Bien évidemment, ce dernier objectif est le seul qui sera impitoyablement poursuivi durant ce quinquennat.

Pour ce faire, le programme est limpide, à peine voilé derrière la nécessaire « phase de concertation » qui devra se dérouler jusqu'au terme du premier trimestre 2018. Nul doute que les conclusions peuvent déjà en être tirées, d'autant que les axes de travail sont on ne peut plus clairs puisqu'il s'agit de « proposer des réformes structurelles » autour de quatre points spécifiques :

- périmètre souhaitable des politiques publiques
- niveau de portage le plus pertinent pour chacune d'entre elles (suppression des chevauchements de compétences ; transfert entre collectivités, au secteur privé, voire abandon de missions) ;
- économies durables et structurelles ;
- pistes d'amélioration de la qualité du service

Nul besoin de traduction pour comprendre que l'entreprise de destruction du service public entamé avec la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), poursuivi par la MAP (Modernisation de l'Action Publique) va connaître une accélération de taille avec l'AP2022 (action Publique 2022). Au passage, le privé est invité à venir faire son marché en récupérant les missions publiques pouvant se monnayer facilement. Nous avons déjà vu ce que cela pouvait donner avec la privatisation des autoroutes : baisses des emplois et des investissements, hausse considérable des tarifs et des dividendes !

C'est l'ensemble de la population qui subira une dégradation de la qualité des services publics territoriaux (la baisse de la taxe d'habitation va ainsi considérablement grever le budget des collectivités territoriales qui devront faire des choix budgétaires en matière, de maintien, d'entretien des services publics de proximité), mais aussi nationaux notamment par des coupes drastiques dans les effectifs publics. Rappelons que les services de l'État subiront 50 000 suppressions de postes et les collectivités territoriales, 70 000. Il s'agit là sans nul doute du plus grand plan social dans l'histoire de ce pays. Gageons que cela améliorera les chiffres du chômage...